

Assises régionales
de l'habitat et du foncier

De l'état des lieux à l'urgence

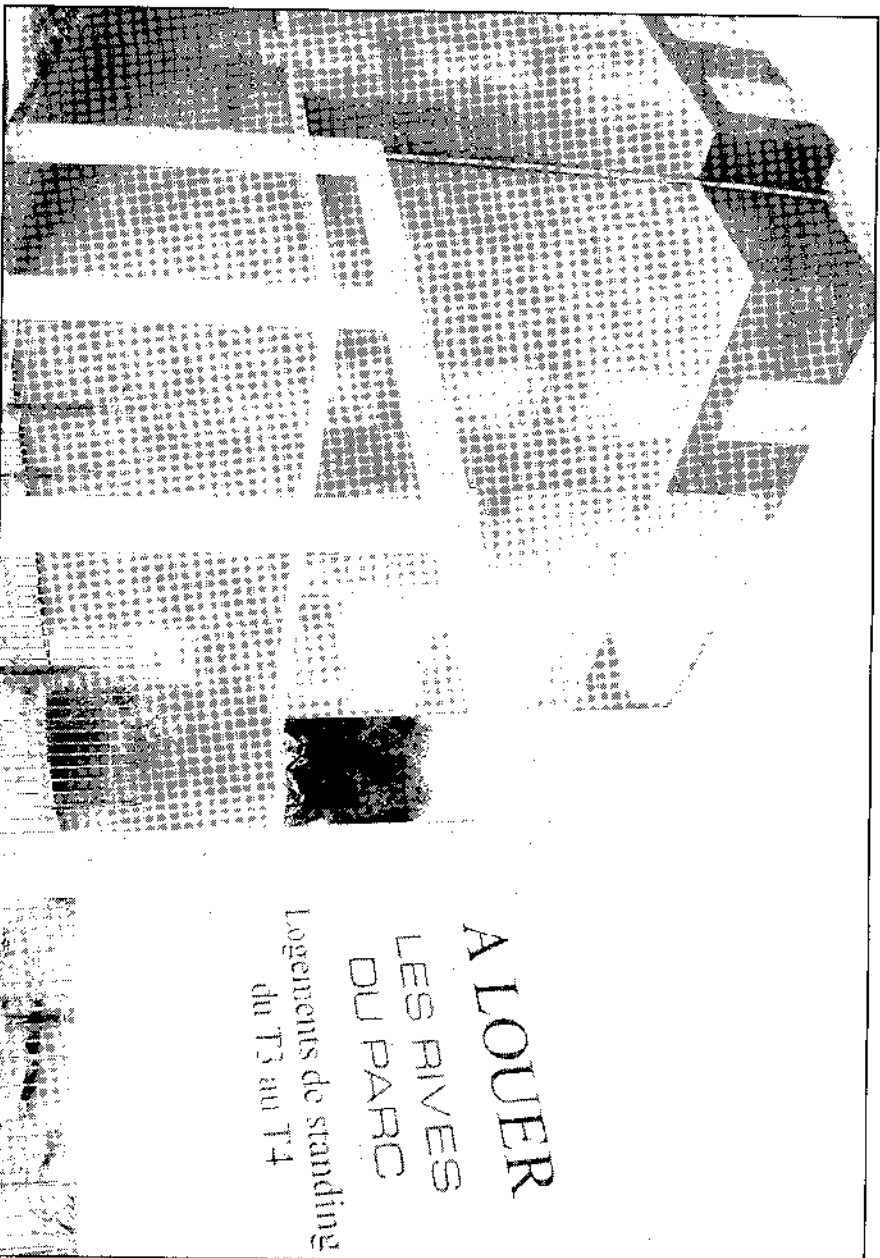
A l'instigation du conseil régional se sont déroulées hier, les premières assises de l'habitat et du foncier. Une mobilisation générale pour endiguer la crise foncière.

Les dernières données statistiques du secteur immobilier font état d'une flambée du marché. De quoi donner des sueurs froides aux élus locaux. « Nous sommes poussés par l'attente des populations. Tout au long de la campagne pour les régionales, il est apparu que la question du logement était la préoccupation première des électeurs », résume Sylvie

Andrieux-Baquet, vice-présidente de la Région déléguée aux questions foncières.

Une question qui ne cesse de noircir le tableau régional. « Notre territoire est confronté à une pression foncière considérable, un déficit chronique de logements permanents, une inadéquation de l'offre et de la demande (...) Un étalement urbain consommateur d'espace, destructeur d'agriculture (...) qui crée une saturation du trafic routier et accroît l'insécurité et la pollution », réchérit Michel Vauzelle.

Le président de la Région entend bien lutter contre les inégalités croissantes, « d'un côté on assiste à une



L'inflation des prix de l'immobilier inquiète les élus locaux à l'initiative desquels se sont déroulées hier, les premières assises de l'habitat et du foncier. (Photo Laurent SACCOMANO)

sanctuarisation du territoire réservé aux plus riches alors que même les salariés aux revenus moyens ne trouvent pas où se loger ».

L'objectif de ces premières assises qui ont rassemblé l'ensemble des acteurs privés et publics de la politique de l'habitat est de définir des « actions prioritaires, avec les différents opérateurs, l'Etat et les communes et d'établir une méthode », explique la vice-présidente, pour laquelle

« la Région est l'échelon naturel de la politique de l'habitat ».

Une question de moyens

C'est avant tout le bras financier de la maîtrise foncière. Grâce notamment à l'Etablissement public foncier (EPF) qui a déjà permis l'acquisition de 50 millions d'euros de réserve foncière. « Nous disposons de moyens. Le budget de l'EPF est de 6 euros par habitant,

A LOUER
LES RIVES
DU PARC
Logements de standing
du T3 au T4

soit 17 millions d'euros. Ce chiffre va progresser si l'on juge le projet de loi Borloo pour la cohésion sociale, qui prévoit de passer à 20 euros par habitant », indique Sylvie Andrieux-Baquet. Si les moyens existent reste à harmoniser une politique « où les enjeux se superposent en fonction des départements », souligne-t-elle. Les problèmes sont différents que l'on soit sur la Côte d'Azur ou dans les Alpes de

Haute-Provence. Un décalage qui impose « une discussion commune », l'autre enjeu de ces assises. Résister à la spéculation, endiguer la pression foncière, préserver l'environnement en favorisant le maintien ou le développement de l'activité économique, tels sont les réponses que devront apporter les pouvoirs publics locaux d'une région victime de son attractivité grandissante.

Thierry DEY

République impériale

La réhabilitation de la rue de la République entraînera-t-elle une modification de sa population actuelle ? C'est ce qu'il est à craindre, la Ville se retranchant derrière la convention passée avec les deux grands propriétaires de la rue (aujourd'hui Eurazeo et les Américains de Lone Star) et qui prévoit 1/3 social, 1/3 intermédiaires et 1/3 en loyer libre. Mais qu'advient-il des locataires actuels ? « *Je ne souhaite pas que les 600 familles soient relogées sur place*, avertit Danièle Servant, l'adjointe au logement, *Lone Star a l'air de mener la politique qu'on souhaite* ». Voilà qui a le mérite d'être clair.

Marseille insalubre

Avec 8 000 demandes en logement social insatisfaites par an, la fin des marchands de sommeil n'a pas encore sonné. Après ceux du Panier et de Belsunce largement dénoncés par Un Centre Ville Pour Tous et certains sites des quartiers Nord, on en découvre encore... dans le 8e arrondissement. Dernière lutte en date (samedi dernier) de l'association Le Rouet à Cœur Ouvert. Des associations qui se battent pour le relogement sur place des habitants, mixité oblige.